

## **Les S&D rejettent la liste noire de la Commission, qui ne reflète pas la gravité du risque de blanchiment**

Mercredi 17 mai 2017

Communiqué de presse du groupe socialiste et démocrate

Les S&D rejettent la liste noire de la Commission, qui ne reflète pas la gravité du risque de blanchiment

Ce 17 mai, les eurodéputés S&D rejettent la proposition d'une liste de pays hors UE qui posent un risque élevé de blanchiment. Ils exhortent la Commission à revoir sa copie et à élaborer sa propre liste.

Le droit de l'UE prévoit que les personnes ou entités légales de pays figurant sur cette liste soient l'objet de contrôles plus stricts lorsqu'elles mènent des activités au sein de l'UE. Il s'agit de garantir notre stabilité financière et notre sécurité générale.

Ana Gomes, eurodéputée et porte-parole du Groupe S&D en commission Libertés civiles, Justice et Affaires intérieures, a déclaré ceci :

« Il ne fait aucun doute que la Commission Juncker est plus proactive [que celles qui l'ont précédée] dans la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LBC/FT). Toutefois, nous ne pouvons accepter qu'elle s'appuie uniquement sur un organe international, le Groupe d'action financière (GAFI) pour élaborer une liste des juridictions présentant des carences stratégiques en la matière. »

« En effet, la liste du GAFI ne répond pas à nos critères de lutte contre le blanchiment, la corruption et le terrorisme. Comment expliquer à nos citoyens que le Panama, par exemple, impliqué dans le scandale des Panama Papers, ne figure pas sur cette liste ? »

« La Commission doit définir ses propres critères, au lieu de se contenter de recopier la liste du GAFI. »

Peter Simon, eurodéputé et porte-parole du Groupe S&D en la matière au sein de la commission Affaires économiques et monétaires, a ajouté ceci :

« C'est la deuxième fois que nous rejetons formellement la liste proposée par la Commission pour les pays qui présentent un risque élevé de blanchiment. »

« Il est clair, à présent, que cette procédure est totalement inefficace. En effet, il est impossible de prendre au sérieux la liste proposée par la Commission. Dans ces conditions, nous commençons à avoir des doutes sur la volonté de la commissaire Jourova de trouver une solution. En conséquence, nous exhortons la Commission à présenter une feuille de route qui contribue à mettre en place un processus autonome d'évaluation. »

« En effet, si nous voulons sérieusement nous attaquer au blanchiment et assécher la source de financement du terrorisme, nous avons besoin d'une meilleure liste. »

Les pays suivant figurent sur la dernière liste, proposée en mars par la Commission : Afghanistan, Bosnie-et-Herzégovine, République populaire démocratique de Corée, Éthiopie, Iran, Irak, Laos, Syrie, Ouganda, Vanuatu, Yémen.

S&D Euro MPs will today reject the list of non-EU countries posing high risks of money laundering and urge the European Commission to do a better job by drawing up their own list.

-----

S&Ds reject Commission blacklist of countries for failing to reflect high risk of money laundering

According to EU law, people or legal entities from countries included in this list will have to face stricter controls when doing business in the EU to ensure financial stability and general safety.

S&D Group spokesperson on this issue in the civil liberties committee, Ana Gomes said:

"There is no doubt that the Juncker Commission is more proactive in the fight against money laundering and financing terrorism. But we cannot accept that the Commission relies merely on an international body - the so-called Financial Action Task Force (FATF) - in drawing up a list of jurisdictions with strategic AML/CFT deficiencies.

"The FATF list does not meet our responsibilities in the fight against money laundering, corruption and terrorism. How can we explain to our citizens that Panama for instance, which led to the Panama papers scandal, is not even on the list?

"The Commission should define its own criteria instead of just copying the FATF list".

S&D Group spokesperson on this issue in the economic and monetary affairs committee, Peter Simon added:

"This is the second time that we are formally rejecting the list of countries which present a high risk of money laundering as proposed by the Commission.

"This procedure is obviously totally ineffective. The list proposed by the Commission cannot be taken seriously. We are starting to have doubts about the willingness of Commissioner Jourova to find a solution. We urge the Commission to come up with a roadmap which will help implement an autonomous evaluation process.

"We need a better list of jurisdictions if we want to seriously address money laundering and dry up the sources of terrorists' finances."

The countries on the most recent list proposed in March by the Commission are: Afghanistan; Bosnia and Herzegovina; Democratic People's Republic of Korea; Ethiopia; Iran; Iraq; Laos;

Syria; Uganda; Vanuatu; Yemen.